

54987



Distr.
LIMITEE

ECA/PADIS/CADIS/I/3
13 avril 1987

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion des plénipotentiaires des
Etats membres des MULPOC de Gisenyi
et de Yaoundé sur la création du
Système de documentation et
d'information pour l'Afrique du Centre

Addis-Abeba (Ethiopie)
10 - 11 avril 1987

RAPPORT

I. INTRODUCTION

1. La réunion des plénipotentiaires des Etats membres des Centres Multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Gisenyi et Yaoundé sur la création du Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Centre (CADIS) s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 10-11 avril 1987. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a convoqué cette réunion en application de la résolution 581(XXI) adoptée par la 12ème Conférence des Ministres de la CEA.

2. La réunion a été ouverte par le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, au nom du Secrétaire exécutif, M. Adebayo Adedeji. Le Secrétaire exécutif adjoint a rappelé les principales réalisations du PADIS notamment la création du Bureau central de coordination doté d'un personnel spécialisé et de moyens informatiques adéquats, l'élaboration de normes et méthodes pour la classification, l'indexation et l'analyse documentaire, l'établissement de différentes bases de données, la fourniture aux Etats membres de conseils techniques et de formations spécialisées.

3. Ayant rappelé les objectifs de la réunion à savoir déterminer les rôles et fonctions du CADIS, étudier les problèmes de financement pour le lancement et le fonctionnement du centre et déterminer son lieu d'implantation, le Secrétaire exécutif adjoint a attiré l'attention des délégués, sur l'importance de cette réunion pour l'exécution du projet PADIS et a déclaré ouverte la réunion sur l'établissement du CADIS.

II. PARTICIPATION

4. Etaient représentés à cette réunion les Etats suivants de la sous-région d'Afrique du Centre (MULPOC de Gisenyi et de Yaoundé): Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda et Zaïre.

L'organisation du Bassin de Kagera (OBK) a assisté en qualité d'observateur.

Election du Bureau (point 2 de l'ordre du jour)

Les pays suivants ont été élus membres du bureau

Congo	-	Président
Rwanda	-	Vice-Président
Gabon	-	Rapporteur

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

5. Les participants ont adopté les horaires des travaux et l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Rôle des centres sous-régionaux d'information et de documentation
5. Etablissement du cadre géographique des centres sous-régionaux en fonction de celui des MULPOC de la CEA. Cas du Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Centre
6. Cadre institutionnel recommandé pour le Système
7. Mise en place et financement du Système
8. Emplacement du Système
9. Election des membres du Comité technique sous-régional du PADIS pour l'Afrique du Centre
10. Questions diverses
11. Adoption du rapport
12. Clôture de la réunion.

Le rôle des Centres sous-régionaux d'information et de documentation (point 3 de l'ordre du jour)

6. Le Directeur du PADIS a présenté le document principal portant la cote ECA/PADIS/CADIS/1/2. Il a indiqué qu'il contenait cinq parties correspondant aux points 4, 5, 6 et 7 de l'ordre du jour. La première traitait de la conception du réseau PADIS et du rôle des centres sous-régionaux; la 2ème énumérait les objectifs des centres sous-régionaux; la 3ème les attributions et les aspects organisationnels. La 4ème partie portait sur les différentes formes juridiques possibles et enfin la dernière partie était consacrée aux problèmes de financement.

7. En ce qui concerne le rôle des centres sous-régionaux le Directeur du PADIS a souligné les principaux objectifs de ces centres notamment la formation du personnel des Etats membres, la provision de services consultatifs dans le but de renforcer les centres nationaux, la mise en place du réseau sous-régional, l'acquisition et la diffusion de l'information numérique et non-numérique relative au développement.

8. Un délégué s'est enquis des expériences de PADIS dans la mise en place des autres centres sous-régionaux ainsi que les résultats obtenus jusqu'à présent.

9. Dans sa réponse le Directeur du PADIS a indiqué que les centres sous-régionaux n'étaient pas tous opérationnels et a donné les précisions suivantes: concernant le Centre de documentation et d'information pour les Etats de l'Afrique de l'Est et Australe (ESADIS) tout était prêt pour un démarrage imminent du centre, d'abord comme centre national, pour évoluer d'ici 2 à 3 ans comme centre sous-régional. Il a indiqué que les équipements informatiques étaient actuellement en place, les locaux aménagés et un accord prévoyant les engagements de chaque partie signé. Une mission PADIS est programmée pour l'installation dans les mois qui viennent des équipements, mission qui sera suivie de la formation du personnel local mis à la disposition d'ESADIS par le Gouvernement. Un accord prévoyant les mêmes dispositions était en cours de négociation avec le Gouvernement du Niger.

10. En ce qui concerne le NADIS, le représentant du Secrétariat a fait remarquer que la situation était toute différente du fait de la décision des plénipotentiaires de la sous-région concernée d'opter pour l'utilisation d'un centre déjà opérationnel, celui du Secrétariat Général de la Ligue des Etats Arabes.

11. Des activités ont déjà été entreprises dans le cadre du NADIS notamment l'installation par le Bureau Central de Coordination de PADIS de la base de données PADIS-STAT. Un programme de travail conjoint PADIS-ALDOC a été arrêté dont le financement est prévu dans le cadre d'un projet soumis au bureau du PNUD pour les Etats Arabes par les deux organismes.

Etablissement du cadre géographique des centres sous-régionaux en fonction de celui des MULPOC de la CEA, Cas du Système de documentation et d'information pour l'Afrique du Centre (point 5 de l'ordre du jour)

Cadre institutionnel recommandé pour le Système (point 6 de l'ordre du jour)

Mise en place et financement du Système (point 7 de l'ordre du jour)

Emplacement du Système (point 8 de l'ordre du jour).

Sur proposition du Président, il a été décidé d'examiner simultanément les points 5, 6, 7 et 8 de l'ordre du jour, compte tenu du lien existant entre ces quatre points.

12. Concernant les points 5 et 6 de l'ordre du jour le représentant du Secrétariat a tout d'abord indiqué que l'idée initiale était d'installer les centres sous-régionaux aux chefs lieux des MULPOC, pour pouvoir bénéficier de structures déjà existantes et minimiser ainsi les coûts d'investissement et de fonctionnement.

13. Il a indiqué que la décision de ne créer qu'un centre sous-régional pour l'Afrique du centre - décision qui était motivée par des considérations techniques et budgétaires - posait le problème de l'emplacement du centre, compte tenu de l'existence des deux MULPOCs. Par ailleurs le fait que les organes délibérants de deux MULPOCs se réunissaient séparément a nécessité la convocation de cette réunion.

14. Pour ce qui est du financement des centres sous-régionaux (dont le CADIS) (point 7 de l'ordre du jour), le représentant du Secrétariat a informé les participants qu'une requête avait été adressée à la CEE en Novembre 1985. Les détails du budget du CADIS figurant dans la requête ont été portés à la connaissance des participants et sont présentés en annexe I. Cette requête devait s'inscrire dans le cadre du programme régional de la convention Lomé III. La démarche s'est heurtée à des difficultés liées au mécanisme d'accès aux fonds de la CEE.

15. En effet les représentants de la CEE ont fait savoir que toute requête de financement dans le cadre de la Convention devait, à condition qu'elle soit conforme aux priorités qui y ont été retenues, être présentée individuellement par les Etats membres par le canal approprié. Par ailleurs comme le niveau de financement requis paraissait élevé, une révision en baisse s'imposait.

16. Les délégués ont été informés que la version révisée était actuellement en préparation et qu'elle sera soumise aux Etats membres pour transmission à la CEE par le canal approprié conformément à la résolution 581(XXI). Une autre requête soumise au PNUD bureau Afrique, dans le cadre du programme régional du 4ème cycle de programmation prévoit pour le CADIS un budget très limité pour l'acquisition et la maintenance d'un mini-ordinateur, ainsi que pour la formation de personnel de la sous-région (dans le cadre des séminaires sous-régionaux ou régionaux). Cette requête n'a pas encore reçu l'approbation officielle. Par ailleurs, il a été convenu de soumettre conjointement avec l'Unesco une autre requête au PNUD (Bureau Afrique) en vue du renforcement des centre sous-régionaux.

17. Compte tenu de tout ce qui précède, trois phases étaient donc à considérer :

- Une première phase de deux ans où le pays hôte s'engagerait à prendre en charge les coûts d'investissement et de fonctionnement tels qu'ils seront définis ultérieurement et tels qu'ils apparaissent entre autre en annexe II de ce rapport
- Une deuxième phase allant de 3 à 5 ans qui tiendrait compte d'apports externes et qui supposerait donc l'approbation des requêtes mentionnées ci-dessus;

- Enfin une troisième phase où les pays concernés prendraient progressivement en charge la totalité des coûts de fonctionnement selon les modalités qui restent à déterminer par les organes délibérants appropriés. La CEA apportera également son assistance dans le cadre de ses ressources financières du budget - programme régulier de l'ONU.

18. Concernant le lieu d'implantation du Centre, point 8 de l'ordre du jour le représentant du Zaïre a réaffirmé la candidature officielle de son pays à abriter le centre, candidature déjà annoncée lors de la 12ème Conférence des Ministres de la CEA. Il s'est étonné de ne pas voir cette information figurer dans le document préparé par le Secrétariat. Il a affirmé que son gouvernement s'engageait à prendre en charge pendant la première phase, les coûts d'investissement et de fonctionnement requis tels qu'énumérés par le représentant du Secrétariat (Ces coûts apparaissent en annexe II à titre indicatif).

19. Les délégués ont demandé des éclaircissements sur les différentes variantes mentionnées dans le document, notamment les capacités actuelles des Secrétariats des MULPOC à assumer le fonctionnement du centre, les engagements du pays abritant le MULPOC et ceux des autres états de la sous-région en cas de décision d'installation du centre au siège d'un MULPOC.

20. Un représentant du Secrétariat a indiqué qu'en ce qui concernait les Secrétariats des MULPOCS, ils étaient tout à fait prêts à assumer leur responsabilité au cas où une décision serait prise dans ce sens. Concernant l'annonce de la candidature du Zaïre, le Directeur du PADIS a rappelé qu'elle était mentionnée dans le rapport de la Conférence des Ministres, organe suprême de la Commission et que de ce fait, tous les Etats membres de la Commission en avaient pris connaissance. Par ailleurs cette réunion était l'occasion de réaffirmer cette candidature et d'en enregistrer éventuellement d'autres.

21. Certains délégués ont proposé de reporter la décision du choix du lieu d'implantation du centre à une date ultérieure pour permettre une étude plus approfondie de la question et des consultations en marge de la Conférence des Ministres.

22. Une délégation a rappelé que l'objectif principal de cette réunion de plénipotentiaires était justement de se prononcer sur ce point et que le renvoi de cette question pourrait être interprété comme un échec.

23. Après de longues délibérations, et compte tenu des engagements pris par le Gouvernement du Zaïre de prendre en charge les coûts initiaux d'investissement et de fonctionnement, il a été décidé à l'unanimité d'accepter l'offre du Zaïre d'abriter le Centre sous-régional de documentation et d'information pour les Etats d'Afrique du Centre. La délégation

zaïroise et le Secrétariat ont été invités à prendre contact dans les plus brefs délais pour arrêter les modalités d'application de cette importante décision.

24. La délégation zaïroise a remercié les plénipotentiaires de la confiance ainsi placée en son pays et a assuré la réunion que tout sera fait pour garantir le succès de cette opération.

Election des membres du Comité techniques sous-régional du PADIS pour les Etats d'Afrique du Centre (point 9 de l'ordre du jour)

25. Un représentant du Secrétariat a rappelé les termes de la résolution 498(XIX) notamment le dispositif 4, invitant le Secrétaire exécutif de la CEA à créer un Comité technique sous-régional du PADIS au sein de chaque MULPOC, qui aura pour tâche principale de suivre l'exécution de projet dans la sous-région.

26. A la suite d'un échange de vues sur cette question, il a été décidé de ne créer qu'un seul Comité technique sous-régional pour l'ensemble des pays couverts par CADIS, et que tous les états concernés en seraient membres. Les délégués ont convenu que le Zaïre en assurerait la présidence pour les deux premières années. A ce titre il représentera donc la sous-région au sein du Comité technique régional conformément aux termes de la résolution 498(XIX).

Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

27. Aucune question n'a été inscrite au titre de ce point de l'ordre du jour.

CREATION OF THE CENTRAL AFRICAN DOCUMENTATION AND INFORMATION SYSTEM (CADIS)

<u>PERSONNEL</u>	MM	TOTAL	MM	1987	MM	1988	MM	1989	MM	1990
DIRECTOR OF CENTRE (L4)	48	201,000	12	48,000	12	49,500	12	51,000	12	51,500
EDP SPECIALIST (L3)	48	169,000	12	40,000	12	41,500	12	43,000	12	44,500
Numerical data bases expert (L3)	48	169,000	12	40,000	12	41,500	12	43,000	12	44,500
Senior documentalist (L2)	48	149,000	12	35,000	12	36,500	12	38,000	12	39,500
Consultancies	12	60,000	3	15,000	3	15,000	3	15,000	3	15,000
Technical support staff	144	144,000	36	36,000	36	36,000	36	36,000	36	36,000
Administrative support staff	96	96,000	24	24,000	25	24,000	24	24,000	24	24,000
Travel		80,000		20,000		20,000		20,000		20,000
Mission cost		40,000		10,000		10,000		10,000		10,000
Sub-Total		1,108,000		268,000		274,000		280,000		286,000
<u>TRAINING</u>										
Group training		120,000		30,000		30,000		30,000		30,000
Fellowships		60,000		15,000		15,000		15,000		15,000
Sub-Total		180,000		45,000		45,000		45,000		45,000
<u>EXPENDABLE EQUIPMENT</u>										
Supplies		100,000		25,000		25,000		25,000		25,000
Maintenance		28,000		7,000		7,000		7,000		7,000
Software costs		40,000		10,000		10,000		10,000		10,000
Sub-Total		168,000		42,000		42,000		42,000		42,000
<u>NON-EXPENDABLE EQUIPMENT</u>										
Computer equipment		60,000		60,000		-		-		-
Telecom. equipment		17,000		-		17,000		-		-
Micro-reprography equipment		30,000		30,000		-		-		-
Photocopy equipment		15,000		15,000		-		-		-
Computer site preparation		20,000		20,000		-		-		-
TOTAL EQUIPMENT		310,000		167,000		59,000		42,000		42,000
<u>MISCELLANEOUS</u>										
Printing		100,000		25,000		25,000		25,000		25,000
Sundries		160,000		40,000		40,000		40,000		40,000
Sub-Total		260,000		65,000		65,000		65,000		65,000
GRAND TOTAL		1,858,000		545,000		443,000		432,000		438,000

ANNEXE II

IMPLICATIONS FINANCIERES POUR LE PAYS HOTE (Liste indicative non exhaustive)

Compte tenu du niveau de ressources extrêmement limité dont dispose le projet à l'heure actuelle pour la création et le fonctionnement des centres sous-régionaux les implications financières pour le pays hôte seraient les suivantes:

Locaux

Mise à la disposition à titre gracieux de locaux adéquats (minimum 2 à 3 bureaux).

1 Salle machine apte à abriter un ordinateur et ses périphériques

1 Salle de réunion utilisable pour la formation.

- aménagement de ces locaux notamment la salle machine en vue du fonctionnement d'équipements informatiques (climatisation, étanchéité, onduleur) et installation électrique conforme aux normes prescrites par les constructeurs. (10,000 à 30,000 dollars, selon l'état initial des locaux).

Equipement

- 1 Véhicule

- Bureaux, chaises et les fournitures normales de bureau en quantité suffisante pour satisfaire le personnel en place et les participants lors d'organisations de séminaires sous-régionaux.

Personnel

Prise en charge du personnel suivant:

1 Directeur

1 Informaticien, gestionnaire de base de données

1 Chef documentaliste.

Personnel de support

1 Opérateur

1 Dactyographe

1 Gardien